

**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE
2684/GR-HA**

entre la

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

et la

BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT
en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable
de la Banque Interaméricaine de Développement

Financement Supplémentaire pour la Centrale Hydroélectrique de Péligre

17 mars 2012

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE

CLAUSES SPÉCIALES

INTRODUCTION

Parties, Objet, Parties intégrantes et Organisme d'exécution

1. PARTIES ET OBJET DE L'ACCORD

ACCORD signé le 17 mars 2012, entre la REPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le «Bénéficiaire» et la BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT, ci-après dénommée la «Banque», en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable de la Banque, pour coopérer à l'exécution du «Financement Supplémentaire pour la Centrale Hydroélectrique de Péligre », ci-après dénommé le «Projet», dont l'objectif général est de contribuer à recouvrer et conserver la capacité de production d'électricité en Haïti au moyen de sources d'énergie renouvelables, grâce à la remise en état de la Centrale Hydroélectrique de Péligre (CHP). Ce Projet fait partie intégrante du programme de réhabilitation de la CHP, ci-après dénommé le «Programme ». Le Projet couvrira le déficit de financement pour la réhabilitation de la CHP envisagée dans le cadre de l'opération 2073/GR-HA.

2. PARTIES INTÉGRANTES DE L'ACCORD ET RÉFÉRENCE AUX NORMES GÉNÉRALES

(a) Le présent Accord est composé des Clauses Spéciales, des Normes Générales et de l'Annexe qui s'y rattachent. Si une disposition des Clauses Spéciales ou de l'Annexe n'est pas conforme aux Normes Générales ou est en contradiction avec les Normes Générales, ce sera cette disposition des Clauses Spéciales ou de l'Annexe qui prévaudra. En cas de défaut de conformité ou de contradiction entre les dispositions des Clauses Spéciales ou de l'Annexe, le principe selon lequel la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale sera appliqué.

(b) Les Normes Générales établissent de façon détaillée les dispositions des procédures faisant référence à l'application des clauses relatives aux décaissements ainsi qu'aux autres dispositions concernant l'exécution du Projet. Les Normes Générales comprennent également des définitions à caractère général.

3. ORGANISME D'EXÉCUTION

Les parties conviennent que l'exécution du Projet sera réalisée par le Bénéficiaire par l'intermédiaire de son Ministère des Travaux Publics, Transports, Energie et Communication qui, aux fins du présent Accord, est dénommé indistinctement le «Bénéficiaire», «l'Organisme d'Exécution» ou le «MTPTEC», avec la participation d'Electricité d'Haïti (EDH).

CHAPITRE I

Coût et Financement non remboursable

CLAUSE 1.01. Coût total du Programme. Le coût total du Programme est estimé à la contre-valeur de soixante et un millions deux cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$61 200 000). Ce montant inclut, en plus des ressources mentionnées dans la Clause 1.02 de cet Accord et des financements parallèles d'un montant total équivalent à vingt-huit millions sept-cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$28 700 000), un montant de douze millions cinq cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US\$12 500 000) financés au moyen de l'opération 2073/GR-HA. A moins que l'Accord n'en dispose autrement, le terme « dollars » désigne ci-après la monnaie qui a cours légal aux Etats-Unis d'Amérique. L'Annexe de cet Accord inclut le budget du Programme avec la ventilation par catégorie d'investissement et sources de financement.

CLAUSE 1.02. Montant du financement non remboursable du Projet. Aux termes du présent Accord, la Banque s'engage à accorder au Bénéficiaire, et celui-ci accepte, un financement non remboursable, ci-après dénommé la «Contribution», sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à concurrence d'un montant de vingt millions de dollars (US\$20 000 000), faisant partie desdites ressources.

CHAPITRE II

Décaissements

CLAUSE 2.01. Monnaies des décaissements de la Contribution. Le montant de la Contribution sera décaissé en dollars.

CLAUSE 2.02. Conditions spéciales préalables au premier décaissement. Le premier décaissement de la Contribution est subordonné à la présentation, à la satisfaction de la Banque, des conditions préalables stipulées à l'Article 3.01 des Normes Générales.

CLAUSE 2.03. Remboursement de dépenses imputables à la Contribution. Le Bénéficiaire, avec l'assentiment de la Banque, pourra utiliser les ressources de la Contribution pour rembourser des dépenses effectuées ou pour financer les dépenses qui seront effectuées au titre du Projet à compter du 14 décembre 2011 et jusqu'à la date du présent Accord, pourvu qu'aient été remplies des conditions substantiellement analogues à celles fixées dans ce même instrument.

CLAUSE 2.04. Délai du dernier décaissement. Le délai pour le dernier décaissement des ressources de la Contribution sera de quatre (4) ans, décomptés à partir de la date d'entrée en vigueur de cet Accord.

CLAUSE 2.05. Taux de change. Aux effets des dispositions de l'article 4.01 (b) des Normes Générales du présent Accord, les parties conviennent que le taux de change applicable est celui indiqué à l'alinéa (b)(ii) dudit article. Dans ce cas, le taux de change en vigueur dans le

pays du Bénéficiaire à la date effective du paiement de la dépense dans la monnaie du pays du Bénéficiaire sera appliqué.

CHAPITRE III

Description du Projet et Utilisation des Ressources de la Contribution

CLAUSE 3.01. Utilisation des Ressources de la Contribution. Les ressources de la Contribution ne peuvent être utilisées que pour le paiement de biens et de services et pour toutes autres fins indiquées dans le présent Accord, selon ce qui est prévu à la Clause 3.02 de ces Clauses Spéciales. Les biens et services doivent être originaires des pays membres de la Banque et devront être acquis selon les procédures prévues dans cet Accord.

CLAUSE 3.02. Activités du Projet. Pour atteindre les objectifs du Projet auxquels fait référence le premier paragraphe de l'Introduction des Clauses Spéciales, les ressources de la Contribution pourront être utilisées pour financer les activités décrites dans l'Annexe.

CHAPITRE IV

Exécution du Projet

CLAUSE 4.01. Mécanisme d'exécution. L'exécution du Projet sera réalisée en conformité avec le troisième paragraphe de l'Introduction des Clauses Spéciales, et les spécifications décrites au paragraphe IV de l'Annexe.

CLAUSE 4.02. Passation des marchés de travaux et biens Les passations des marchés de travaux, biens et services connexes seront subordonnées aux dispositions établies dans le Document GN-2349-9 (Politiques de passation des marchés de travaux et biens financés par la Banque Interaméricaine de Développement) daté du mois de mars 2011 (dispositions ci-après dénommées les « Politiques de Passation des Marchés »), que le Bénéficiaire et les Organismes d'Exécution déclarent connaître, et les dispositions suivantes :

- (a) Appel d'Offres International. A partir d'un montant estimé égal ou supérieur à un million de dollars (US\$1 000 000) pour les marchés de travaux, et à deux cent cinquante mille dollars (US\$250 000) pour les marchés de biens et services connexes, les contrats seront adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Passation des Marchés.
- (b) Autres méthodes des passations des marchés : Toutes les autres méthodes de passations des marchés non comprises dans l'alinéa (a) ci-dessus, se feront conformément aux dispositions de la Section III des Politiques de Passation des Marchés et aux montants seuils applicables aux passations de marchés, établis par la Banque.
- (c) Information à mettre à la disposition de la Banque : L'Organisme d'Exécution s'engage : (i) à réaliser les passations des marchés de travaux, biens et services connexes conformément aux plans généraux, aux cahiers des charges, aux caractéristiques techniques, aux budgets et autres documents nécessaires à

l'acquisition ou la construction, y compris les directives spécifiques et autres documents nécessaires à l'appel d'offres ; et (ii) dans le cas spécifique des ouvrages, à obtenir, avant l'initiation des travaux, la preuve qu'ils détiennent la propriété légale, les servitudes ou autres droits nécessaires à la réalisation des travaux de construction prévus par le Projet.

(d) Examen des décisions concernant les passations de marchés :

- (i) Planification des Passations des Marchés : Avant de lancer un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat, l'Organisme d'Exécution doit présenter à l'examen et à l'approbation de la Banque, le Plan de Passation des Marchés proposé pour le Projet, conformément aux dispositions du paragraphe 1 des Politiques de Passation des Marchés. Ce plan devra être actualisé annuellement pendant la période d'exécution du Projet et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des travaux et biens seront réalisées d'après le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque et les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus indiquées.
- (ii) Examen préalable : Les passations des marchés effectuées pour ce Projet seront révisées par la Banque de manière préalable (ex ante) d'après les dispositions établies dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice 1 des Politiques de Passation des Marchés, sous réserve que la Banque et l'Organisme d'Exécution concerné en décident autrement.

CLAUSE 4.03. Entretien des travaux. (a) Le Bénéficiaire s'engage : (i) à ce que les ouvrages compris dans cet Accord soient entretenus convenablement, conformément à des normes techniques généralement acceptées ; et (ii) à présenter à la Banque, dans les cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, et durant le premier trimestre de chaque année civile, un rapport annuel d'entretien, conformément à l'alinéa (b) de cette clause 4.03. S'il ressort des inspections effectuées par la Banque, ou des rapports qu'elle reçoit, que l'entretien n'est pas conforme aux niveaux convenus, le Bénéficiaire devra prendre les mesures nécessaires pour pallier totalement les insuffisances.

(b) Le rapport annuel d'entretien auquel fait référence l'alinéa (i) devra inclure : l'information générale qui comprend : (1) la structure organisationnelle et les responsabilités de l'entité en charge de l'entretien ; (2) la classification, le nombre et la distribution du personnel affecté aux dits travaux, de même que le type, le nombre, la distribution et les conditions d'opérations de l'équipement à entretenir ; et (3) les contrats d'entretien en cours, leur terme, leur couverture et leur stade d'exécution.

(c) Le premier rapport annuel d'entretien devra comprendre le plan correspondant à l'année fiscale suivant la date d'entrée en vigueur de cet Accord.

CLAUSE 4.04. Recrutement et sélection des consultants. Le recrutement des consultants sera subordonné aux dispositions établies dans le Document GN-2350-9 (Politiques pour la sélection et recrutement de consultants financés par la Banque Interaméricaine de Développement), daté du mois de mars 2011, ci-après dénommé les «Politiques de Consultants»,

que le Bénéficiaire et les Organismes d'Exécution déclarent connaître et par les dispositions suivantes :

(a) Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) : À moins que le Bénéficiaire et la Banque n'en conviennent autrement, la sélection et le recrutement de consultants seront effectués moyennant des contrats adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Consultants applicables à la sélection de consultants fondée sur la qualité et le coût.

(b) Autres méthodes de sélection et recrutement de consultants : Les méthodes suivantes de sélection différentes de celle indiquée au paragraphe (a) antérieur, pourront être utilisées pour l'engagement de consultants qui, d'après la Banque, réunissent les conditions établies dans ces politiques pour son utilisation : (i) sélection fondée sur la qualité ; (ii) sélection dans le cadre d'un budget déterminé ; (iii) sélection "au moindre coût" ; (iv) sélection fondée sur les qualifications des consultants ; (v) sélection par entente directe ; (vi) pratiques commerciales ; (vii) sélection de catégories particulières de consultants; et (viii) sélection des consultants individuels.

(c) Examen des décisions concernant les passations de marchés :

- (i) Planification de sélection et recrutement : Avant de lancer un appel à propositions, l'Organisme d'Exécution devra présenter à l'examen et approbation de la Banque, le Plan de Passation de Marchés proposé pour le Projet. Ce plan devra inclure le coût estimé pour chaque contrat, les critères de sélection et les procédures qui seront applicables, conformément au paragraphe 1 de l'Annexe 1 des Politiques de Consultants. Ce plan devra être actualisé annuellement, à moins que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement, pendant la période d'exécution du Projet, et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des services de consultants seront réalisées d'après le Plan de Passation de Marchés approuvé par la Banque et ses correspondantes actualisations.
- (ii) Examen préalable : Les passations de marchés de services de consultants à effectuer pour ce Projet seront supervisées par la Banque de manière préalable (ex ante) d'après les dispositions établies dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice 1 des Politiques de Consultants, sous réserve que la Banque et l'Organisme d'Exécution concerné en décident autrement.

CLAUSE 4.05. Réunions annuelles de suivi et Plan d'Opération Annuel du Projet « POA ». (a) L'Organisme d'Exécution et la Banque se réuniront chaque année pendant la période d'exécution du Programme, mais après avoir reçu les rapports de suivi mentionnés dans la Clause 5.01 de cet Accord, afin de : (i) analyser le degré d'avancement du POA de l'année précédente ; (ii) trouver des solutions aux problèmes critiques accompagnées de leur calendrier d'exécution respectif, le cas échéant ; (iii) proposer des ajustements pour l'année suivante ; (iv) vérifier que les travaux aient les fonds nécessaires pour le financement des mesures de minimisation des impacts environnementaux et sociaux ; (v) actualiser le Plan de Passation de Marchés du Programme ; et (vi) actualiser le plan financier et la projection des flux de trésorerie du Programme.

(b) Ces réunions permettront de préparer le POA pour la prochaine année. Le POA établira des projections sur : (i) l'identification des projets et le volume des ressources à être engagées et décaissées ; (ii) les coûts opérationnels de l'UCP et de l'UTP ; (iii) les délais d'exécution des projets ; et (iv) les coûts unitaires de construction, pour différents types de travaux.

(c) Le POA actualisé, accompagné du Plan de Passation de Marchés, du plan financier et de la projection des flux de trésorerie, devra être soumis à la révision et approbation de la Banque au cours des trois derniers mois de chaque année civile.

CLAUSE 4.06. Rapport d'évaluation final. Le Bénéficiaire devra présenter à la Banque une fois que les composantes auront été exécutées, et pour tirer des leçons pour des projets futurs, toutes les informations indispensables pour que celle-ci prépare un rapport d'évaluation final.

CLAUSE 4.07. Conditions spéciales d'exécution. (a) Le Bénéficiaire s'engage avant de commencer les travaux de réhabilitation sur les turbines, à collaborer avec EDH et l'Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite (ODVA), ainsi qu'avec toute autre entité jugée pertinente par le Bénéficiaire, pour mettre en œuvre un plan de communication pour s'assurer que toutes les parties concernées sont informées du calendrier des travaux et peuvent prendre les actions nécessaires correspondantes.

(b) Le Bénéficiaire s'engage avant la remise en exploitation normale du barrage, de produire un manuel de procédure pour une gestion multi-usage de l'eau du barrage de Péligre, en tenant compte de ses trois utilisations (production d'électricité, gestion des inondations et irrigation).

(c) Le Bénéficiaire s'engage à maintenir les réunions trimestrielles de la commission interministérielle avec la remise de minutes de ces réunions à la Banque.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à ce que le Projet soit conçu, construit et administré en conformité avec la conception finale ainsi que les plans et mesures de gestion environnementale et sociale convenus avec la Banque en accord avec le cadre établi dans le Rapport de Gestion Environnementale et Sociale (RGSE) mis à jour.

CHAPITRE V

Registres, inspections, rapports et collaboration

CLAUSE 5.01. Registres, inspections et rapports. (a) Le Bénéficiaire s'engage à : tenir les registres, permettre les inspections et présenter les rapports, maintenir un système d'information financière et une structure de contrôle interne acceptables par la Banque, et auditer et présenter à la Banque les états financiers et autres rapports audités, conformément aux dispositions du présent Chapitre et du Chapitre VII des Normes Générales.

(b) Le Bénéficiaire devra présenter des rapports semestriels d'avancement dans les soixante (60) jours suivant la fin de chaque semestre calendaire. Ces rapports devront être

élaborés par l'Unité Technique du Programme (UTP) et comporter les informations suivantes relatives aux aspects techniques : (i) avancement des travaux dans chacune des composantes du Programme ; (ii) rapport de supervision des travaux de chacune des sous-composantes ; (iii) indicateurs de résultats ; (iv) rapport d'activités et résultats de l'UTP ; et (v) tout autre aspect ou considération technique sur l'avancement et la réalisation technique des résultats du Programme. Le rapport semestriel devra comprendre une section sur l'état des aspects administratifs et financiers préparée par l'Unité de Coordination du Programme (UCP) et approuvée par le Ministre des Travaux Publics, Transports, Energie et Communication qui comprendra, sous réserve de toute autre disposition de la Banque en la matière, les informations suivantes : (i) état des procédures de recrutement, (ii) état des procédures d'acquisition de biens et de services, et (iii) rapport sur la supervision des travaux réalisés dans chacun des contrats d'installation.

CLAUSE 5.02. Supervision de l'exécution du Projet. (a) La Banque utilisera le plan d'exécution du Projet auquel se réfère l'Article 3.01 (c)(i) des Normes Générales comme un instrument de supervision de l'exécution du Projet. Ledit plan devra se baser sur le Plan de Passation des Marchés dont traitent les Clauses 4.02 (d)(i) et 4.04 (c)(i) des présentes Clauses Spéciales, et devra comprendre la planification complète du Projet, incluant également le chemin critique des actions qui devront être exécutées pour que les ressources de la Contribution soient décaissées dans le délai prévu dans la Clause 2.04 des présentes Clauses Spéciales.

(b) Le plan d'exécution du Projet devra être actualisé lorsque nécessaire, en particulier lorsque se produiront des changements significatifs impliquant ou pouvant impliquer des retards dans l'exécution du Projet. Le Bénéficiaire devra informer la Banque des actualisations du plan d'exécution du Projet, au plus tard lors de la présentation du rapport semestriel de progrès correspondant.

CLAUSE 5.03. États financiers et autres rapports. Le Bénéficiaire s'engage à ce que, par son intermédiaire ou celui de l'Organisme d'Exécution, soient présentés les rapports suivants :

(a) Dans les cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice calendaire du Bénéficiaire et dans le délai imparti pour les décaissements de la Contribution, les états financiers audités du Programme, dûment rapportés par une entreprise d'audit indépendante acceptable par la Banque. Le dernier desdits rapports sera présenté dans les cent vingt (120) jours suivant la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution.

(b) Annuellement et dans les soixante (60) jours suivant la date d'échéance du premier semestre de chaque exercice calendaire du Bénéficiaire, des rapports de révision indépendante des transactions contenues dans les requêtes de décaissements approuvées durant les douze mois précédents.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses

CLAUSE 6.01. Entrée en vigueur de l'Accord. (a) Les parties conviennent que le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle il acquiert plein effet juridique selon les normes de la République d'Haïti. Le Bénéficiaire s'engage à notifier par écrit à la Banque la date d'entrée

en vigueur du présent Accord, en accompagnant la notification de justificatifs prouvant l'entrée en vigueur.

(b) Si dans un délai d'un (1) an à compter de la date de signature du présent Accord, celui-ci n'est pas entré en vigueur, toutes les dispositions, offres et attentes de droit qu'il contient seront réputées inexistantes à toutes fins juridiques sans nécessiter de notification et, par conséquent, la responsabilité d'aucune des parties ne sera engagée.

CLAUSE 6.02. Validité. Les droits et obligations conférés par le présent Accord sont valides et exigibles, conformément à ses termes, indépendamment des lois d'un pays déterminé.

CLAUSE 6.03. Communications. Tous les avis, demandes, communications ou notifications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Accord seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera remis à son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit.

Pour le Bénéficiaire :

Adresse postale :

Ministère de l'Économie et des Finances
Avenue Charles Sumner # 5
Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : N/A

Pour toutes questions concernant l'exécution du Projet

Adresse postale :

Ministère des Travaux Publics, Transports, Énergie et Communication
Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics
Delmas 33, Rue Toussaint Louverture # 27
Delmas, Haïti

Télécopie : N/A

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

CHAPITRE VII

Arbitrage

CLAUSE 7.01. Clause d'arbitrage. Pour la résolution de tout différend découlant du présent Accord et ne pouvant être résolu par accord entre les parties, celles-ci se soumettent inconditionnellement et irrévocablement à la procédure et à la sentence du Tribunal d'arbitrage visé au Chapitre IX des Normes Générales.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant habilité, signent le présent Accord en deux exemplaires de même teneur à Montevideo, Uruguay à la date indiquée ci-dessus.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

/s/ André Lemerancier Georges

André Lemerancier Georges
Ministre de l'Économie et des Finances

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE
DÉVELOPPEMENT

/s/ Luis Alberto Moreno

Luis Alberto Moreno
Président